

Plaidoyer bis pour l'Europe décadente !

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SED)

En 1977, Raymond Aron a publié *Plaidoyer pour l'Europe décadente*,⁽¹⁾ pour tenter de convaincre les Français de ne pas soutenir l'Union de la gauche et François Mitterrand.

Dans la première partie de l'ouvrage, « L'Europe mystifiée par le marxisme-léninisme »⁽²⁾ Aron a voulu contrer la soumission à cette doctrine d'une très grande partie de l'intelligentsia de l'époque. Depuis lors, il est devenu patent que le capitalisme ne s'est pas auto-détruit et que le marxisme n'a pas supprimé les conflits : les très durs combats entre la Chine de Mao et l'URSS, puis avec le Vietnam, l'ont prouvé. Pour conclure cette partie, Aron citait Alexandre Soljenitsyne : « Le marxisme est tombé si bas qu'il est devenu simplement un objet de mépris ».

Dans la deuxième partie, « L'Europe inconsciente de sa supériorité »⁽³⁾ Aron décrivait l'Europe occidentale, qui s'était réconciliée après des siècles de guerre, qui effaçait les frontières, qui avait abandonné ses empires coloniaux, qui affichait une insolente prospérité, qui s'était intégrée dans le marché mondial libéral, qui garantissait la liberté pour tous et promouvait l'enrichissement moins inégalement réparti, mais où le keynésianisme, source d'un quart de siècle miraculeux, semblait inapte à la sortir de la stagflation. La crise polymorphe que celle-ci a provoqué pouvait selon Aron « être la preuve de la constante vitalité d'une civilisation qui progresse en se critiquant, ou être le révélateur de l'épuisement des sociétés qui craignent l'avenir et ne font plus assez d'enfants. »

« La supériorité de l'Europe, [Aron l'a] « cherchée là où beaucoup se [refusaient] à la voir : dans l'économie, en fait de productivité et d'efficacité. Non [qu'il] tienne l'indice [de productivité] globale pour l'indice de la qualité d'une société ou d'une civilisation. Mais la supériorité occidentale en fait de liberté ou de joie de vivre, seuls les esprits prisonniers du fanatisme ou de préjugés peuvent la mettre en doute. Il fallait une étrange méconnaissance de l'histoire pour imaginer que les régimes que nous appelons démocratiques, fondés sur la concurrence entre les partis, le statut légal de l'opposition et la mise en cause permanente de la [majorité au] pouvoir représentent ou bien l'aboutissement nécessaire ou bien le mode normal de gouvernement. Tout au contraire : c'est en tant qu'œuvre rare, précieuse, exceptionnelle de l'art politique que ces régimes méritent d'être sauvés, fût-ce contre la force des choses, par la volonté des hommes. »

Dans la troisième partie, « L'Europe victime d'elle-même »⁽⁴⁾ Aron « rappelle qu'à partir de l'automne 1973, les] économies du monde occidental [ont souffert]

toutes en même temps d'une inflation dont le taux moyen (15%) dépassait le taux jamais observé en temps de paix. L'augmentation brutale du prix des hydrocarbures répandit une grande peur, celle d'une pénurie de l'énergie et des matières premières faute desquelles la machine industrielle cesserait de tourner. En réponse, [les] gouvernements adoptèrent, une fois de plus tous ensemble, une politique de déflation. Une récession, affectant l'économie mondiale, en résulta naturellement. Probablement cette récession n'aurait-elle pas frappé l'opinion autant qu'elle le fit si elle n'avait pas succédé à la critique sociale et culturelle des années 1960. [La] littérature sociologique ou journalistique [a] popularisé [trois] thèmes : [écologique, néomalthusien et anti-productiviste].

[La critique écologique accuse l'industrie de dévaster la nature]. Avec des arguments nouveaux et souvent valables, l'acte d'accusation reprend celui des conservateurs ou des contre-révolutionnaires qui détestaient la technique et ses laideurs, les machines et leurs artifices, la rupture du lien entre les hommes et leur milieu originel. »

« [La critique néo-malthusienne remonte à la révolution industrielle d'Angleterre, qu'accompagna une révolution démographique. Elle a eu un regain de succès avec] le premier rapport du Club de Rome – modèle presque parfait de la pseudo-science et de la pseudo-rigueur - [qui] obtint un immense succès. Jouant avec cinq⁽⁵⁾ variables, sans préciser les rapports postulés entre eux, il prétendait démontrer que la croissance « sauvage » - croissance de la population, de la consommation de ressources non renouvelables et des produits agricoles – conduisait inexorablement à des impossibilités physiques. L'embargo temporaire sur les exportations de pétrole à destination de certains États, le quadruplement du prix des hydrocarbures [n'ont] strictement rien [eu] de commun avec les prévisions ou plutôt les visions du Club de Rome.⁽⁶⁾ Inévitablement, une confusion se produisit, dans l'esprit du public, entre la pénurie éventuelle de ressources non renouvelables et la cherté soudaine de l'énergie. L'action efficace d'un cartel devint la sonnette d'alarme, le signe avant-coureur d'une catastrophe apocalyptique – à moins d'un changement d'allure ou de direction : terreur de l'an 2000.

[La critique du] productivisme – dont le prétendu culte de la croissance ne représente qu'un avatar - [n'est pas neuve : il] n'a jamais bénéficié, en Occident, d'un assentiment unanime. Il subit toujours les assauts des nostalgiques du passé, de ceux que l'on appellera indifféremment traditionalistes ou romantiques, arrière-neveux de J.-J. Rousseau ou des contre-révolutionnaires. La critique idéologique ou existentielle de la société industrielle prolonge un courant de pensée qui remonte au moins à la fin du XVIII^{ème} siècle. [En réalité] on découvrit non les limites de la croissance mais les limites des bienfaits que l'on pouvait en espérer. Celle-ci ne suffit pas à transformer

l'ordre établi ; la société se reproduit elle-même, les écarts de rémunération, de prestige, de pouvoir, entre les classes ou les individus demeurent, pour l'essentiel, ce qu'ils étaient. Même l'élévation générale du niveau d'instruction ne modifie que lentement les chances respectives de promotion des jeunes, issus des diverses classes sociales. Bien plus, la concurrence pour les places et les privilèges se fait de plus en plus âpre ; la comparaison envieuse du niveau de vie déchaîne une course sans fin qu'aucun groupe ne parvient à gagner.

La crise, au sens de critique ou d'autocritique, [paraît à Aron] typique de la civilisation occidentale. À cette perpétuelle remise en question, celle-ci doit son originalité et, au cours des siècles, sa force créatrice. La séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel empêcha la sacralisation d'institutions éphémères, elle entretint l'inquiétude, elle anima la quête d'un accord entre les vertus auxquelles prétendent tous les régimes et celles, plus modestes, auxquelles ils accèdent.

Ni la récession, ni la stagflation, ni l'ébranlement de l'Église et de l'université n'impliquent ou n'annoncent un déclin, économique ou moral, de l'Europe occidentale. [Mais grandeur] et fragilité ne se séparent pas : les régimes de l'Occident payent le libéralisme par l'instabilité, par la complexité de l'organisation, par des crises. Nous n'envions certes pas la façade polie des despotismes bureaucratiques ; nous voudrions sauver la liberté d'elle-même.

Il dépend des Européens que la crise demeure un incident de parcours et ne devienne pas une étape du déclin.

[Aron rappelle] la contradiction interne aux régimes que nous appelons démocratiques : le pouvoir résulte de la rivalité entre des partis qui visent des objectifs différents et parfois incompatibles ; les constitutions n'interdisent pas aux partis qui, éventuellement, suppriment la compétition, de participer à celle-ci. [Au-delà] de la contradiction propre au régime pluraliste qui tolère l'action des partis hostiles au pluralisme, beaucoup se posent une question de plus vaste portée. Les sociétés démocratico-libérales sont-elles encore gouvernables ? [Pour y répondre, Aron rappelle que le pluralisme] ce n'est pas essentiellement la concurrence des partis, c'est le refus de l'unanimité factice, du conformisme intellectuel imposé par une idéologie, incarnée dans un parti ou dans un homme, principe tout à la fois de fanatisme et de scepticisme. [Il constate que « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté » peut servir de fondement à la terreur, mais que la démocratie doit pouvoir se défendre. Elle] tend à créer un pouvoir légitime, appuyé sur le consentement de la majorité, grâce à des procédures électorales. Elle suppose un consensus sur le régime, sinon sur la politique que les gouvernants devraient mener. »

Après la parution de *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, des Européens ont veillé à ce que la crise née en 1973 demeure un incident de parcours et ne devienne pas une étape du déclin. Grâce à cela, nous avons pu assister à la chute de mur de Berlin et à l'implosion de

l'Union soviétique. L'Europe occidentale a produit l'Acte unique européen, la zone Schengen et la monnaie unique. L'OTAN et l'Union européenne se sont élargies à l'Europe centrale et orientale, mais les Européens ont négligé d'approfondir la construction européenne par la mise en place de la Fédération annoncée par Schuman le 9 mai 1950. La conséquence en est la fragilisation de l'euro et le décalage de l'Europe mis en évidence par les rapports Letta, Draghi et Niinistö. Si ceux-ci ne sont pas suivis d'actions correctrices de la trajectoire actuelle, l'Europe risque fort d'aller encore un pas plus loin vers son déclin.

Mais, comme Aron l'a écrit, p. 454, « L'histoire des peuples ne se déroule pas en ligne droite, sur une surface plane ; un peuple s'affirme en surmontant les épreuves que lui réservent ses échecs aussi bien que succès, il progresse de crise en crise. »

Espérons qu'en 2025, quelques gouvernants d'Europe aient enfin le courage de fédérer leurs États. Pour les y aider, qu'ils se rappellent ce que Aron écrivait, p. 457 : « La civilisation de jouissance se condamne elle-même à mort lorsqu'elle se désintéresse de l'avenir. »

Qui s'intéresse à l'avenir envisage les besoins de formation. Aron a rappelé, pp. 446-447, ce qu'avait écrit Joseph Schumpeter. « [Il jugeait que] ce qui crée le contexte social à la faveur duquel prospère l'économie libérale, [ce] sont les survivances de l'Ancien Régime, d'un ordre social fondé sur des attitudes et des convictions radicalement distinctes de celles des marchands, des entrepreneurs et des économistes. Ni la recherche du profit, ni le calcul utilitaire ne donneront aux fonctionnaires, aux inspecteurs de police ou de finances, la moralité nécessaire à leur fonction. Désintéressement, sacrifice de la vie, dévouement à la chose publique sans autre sanction que la bonne conscience, toutes ces vertus appartiennent à un univers de tradition, elles semblent étrangères aux motifs des acteurs typiques de la civilisation moderne, qu'il s'agisse du désir de jouir, propre au consommateur, ou de l'ambition prométhéenne des producteurs. »

Schumpeter n'a pas toujours eu raison : il prévoyait la victoire du communisme sur le libéralisme. Je peux témoigner qu'il est parfaitement possible de dispenser des formations qui inculquent des connaissances, des aptitudes et des attitudes, conciliant le maintien des traditions visant à promouvoir le souci de l'intérêt général et l'esprit d'équipe, tout en étant compatibles avec notre époque que certains qualifient de postmoderne. C'est ce que font les écoles militaires, notamment. C'est ce que font aussi certaines hautes écoles de commerce, car dans le secteur marchand également, beaucoup dépend de l'établissement de relations de confiance et la cupidité n'est pas propice à cela.

1) Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1977.

2) Idem, p. 31-153.

3) Idem, p. 155-308.

4) Idem, p. 309-457.

5) Population, nourriture, production industrielle, ressources non renouvelables, pollution.

6) Ils étaient une des conséquences de la guerre israélo-arabe de 1973, dite du « Yom Kippour ».

Cap sur 2025 : quelles nouveautés pour la Chambre des Députés ?

« **R**approcher le Parlement des citoyens, le rendre plus ouvert et plus accessible » - voici le principal objectif des réorganisations du travail parlementaire qui sont en cours à la Chambre des Députés. C'est ce qu'a expliqué le président de la Chambre des Députés lors de la traditionnelle réception de Nouvel An.

Le lundi 6 janvier, le président Claude Wiseler et le secrétaire général Laurent Scheeck ont saisi l'opportunité de retracer les réformes entamées en 2024, première année marquée par une nouvelle majorité politique, et d'exposer les perspectives pour l'année 2025 qui poursuivent le but de rendre le travail parlementaire plus efficace.

Le travail parlementaire a évolué, le cadre dans lequel il se fait doit s'adapter en permanence, a constaté d'emblée le président de la Chambre. Ce travail requiert plus de transparence, plus de compétence technique ainsi qu'une présence accrue au niveau européen et international.

« L'instrument qu'est le Parlement devient de plus en plus efficace » a affirmé Claude Wiseler. « Aux députés de s'en saisir pour remplir leur mandat au service des citoyens. »



Actuellement, plus de 100 projets de modernisation sont en cours à la Chambre des Députés. Le président de la Chambre a énuméré un certain nombre de transformations en cours comme la retransmission de cinq commissions parlementaires depuis avril dernier, l'adaptation des temps de parole en séance publique dans le but de rendre les débats plus percutants ou encore

une réorganisation du calendrier parlementaire.

À partir de ce mois de janvier 2025, la Chambre fonctionnera alors avec des « semaines réservées » à l'instar de la pratique du Parlement européen. L'objectif est de libérer de l'espace pour un plus grand nombre de débats et le travail en commission parlementaire. Ce système

créé une alternance entre des semaines de séances publiques, qui auront lieu alors le matin et l'après-midi, et des semaines consacrées aux travaux en commission. Chaque commission se réunit pendant une plage fixe qui lui est réservée.

Autre nouveauté, à partir de cette année, la comptabilité de la Chambre des Députés sera contrôlée par la Cour des comptes. Celle des groupes et sensibilités politiques suivra en 2026.

Les vœux étaient également l'occasion pour le président de la Chambre de partager des inquiétudes sur l'adhésion des citoyens - et surtout des jeunes - au fonctionnement de la démocratie ou à un système démocratique tout court. « La démocratie est sous pression, à l'étranger, mais également au Luxembourg » a-t-il affirmé en se basant sur des études récentes d'Eurobaromètre et de Polindex.

Le Parlement a un rôle important à jouer, selon Claude Wiseler. « Le Parlement doit être l'endroit de confrontation des idées, d'une confrontation respectueuse qui peut aboutir à un compromis. Le Parlement doit également être l'endroit où les citoyens se sentent représentés et où les sujets qui les préoccupent sont débattus. Ce débat doit même avoir lieu avant qu'une problématique devienne pressante pour la vie de tous les jours » a expliqué le président de la Chambre.

« À un moment où la confiance dans les institutions démocratiques comme la Chambre est une question d'avenir, la transparence et la responsabilité sont plus qu'une normalité » a complété le secrétaire général de la Chambre, Laurent Scheeck.

Le chef de l'Administration parlementaire a retracé les travaux menés au cours de l'année écoulée concernant par exemple la transition digitale. L'administration au service de la première institution du pays compte 168 agents répartis dans 17 services. En 2025, un nouveau service a vu le jour - il se consacre à l'histoire parlementaire.

La réception de Nouvel An est le rendez-vous traditionnel début janvier lors duquel le président de la Chambre présente ses vœux aux multiples acteurs en relation avec le Parlement national : le Premier ministre Luc Frieden et la ministre en charge des relations avec le gouvernement Elisabeth Margue, aux représentants de la magistrature, du Conseil d'État et du Service central de législation (SCL), à la presse, aux représentants des organes rattachés au Parlement comme l'Ombudsman, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ou la Cour des comptes, aux partenaires de la Chambre comme le Zentrum fir politesch Bildung et aux collaborateurs des groupes et sensibilités politiques et de l'administration parlementaire.